

Le budget

Queensway, au-delà d'Arnprior en amont de l'Outaouais, ce qui représente une dépense de plusieurs millions de dollars.

Tout ce que j'espère, c'est que le nouveau tronçon sera plus efficace que le Queensway. Je dis cela parce que ça me prend autant de temps pour aller de Cobden, en Ontario, jusqu'à la fin du Queensway que pour aller de la fin du Queensway jusqu'à la colline du Parlement.

Voici une autre dépense de plus de 400 millions de dollars pour la route 416. Il y aura aussi 250 millions de dollars supplémentaires pour les deux premières phases en amont de l'Outaouais, direction nord sur la route 17. Tous ces travaux seront effectués en très peu de temps, en quatre ans et demi. L'autre partie de la route sera refaite.

Je voudrais placer cette question dans son contexte. La prolongation de la route 17 en amont de l'Outaouais qui vient d'être annoncée coûte la moitié du montant de la dette nationale dont le gouvernement fédéral s'est déchargé sur le gouvernement de l'Ontario. S'il disposait de ces 500 millions de dollars qu'il devra se procurer lui-même en percevant de nouveaux impôts pour compenser le remboursement de la dette fédérale, il aurait pu prolonger l'autoroute vers le nord. Ou encore, il aurait pu prendre cette somme et empocher les 100 millions de dollars qui resteront après la construction de l'autoroute 416 à quatre voies entre l'autoroute 401 au sud de l'Ontario, et la capitale nationale.

Madame la Présidente, je vois que vous me faites signe. Je pense qu'il est temps que nous commençons à examiner les répercussions de la mauvaise gestion du gouvernement sur la structure financière fédérale et provinciale du pays.

[Français]

M. Couture: Madame la Présidente, j'aimerais demander à l'honorable député du parti libéral de comparer les deux administrations suivantes. De 1980 à 1984, on a eu une augmentation moyenne des dépenses courantes d'opérations de 14 p. 100, pour terminer en 1984 avec un déficit de 39,3 milliards de dollars; et un gouvernement qui administre, de 1984 à 1988, avec une moyenne d'augmentation des dépenses de 3,6 p. 100 et qui réussit à diminuer le fameux déficit de 39,3 milliards de dollars à 28,1 milliards, et que dans sa bonne administration, avec le nouveau Budget, il prévoit que l'augmentation des dépenses d'opérations ne sera plus que de 3,2.

J'aimerais que l'honorable député puisse comparer les deux administrations et qu'il puisse nous dire exactement laquelle est la meilleure.

[Traduction]

M. Hopkins: Madame la Présidente, si nous voulons parler d'un gouvernement qui avait certaines valeurs humaines à coeur, c'est celui que nous avons connu entre 1980 et 1984, certainement pas celui-ci.

• (1740)

Je sais gré au député de me poser cette question. Elle me paraît très pertinente. Je tiens à lui faire remarquer que nous avons subi une récession mondiale au début des années 80. Le gouvernement d'en face a connu certaines des meilleures années économiques des dernières décennies pour lever des impôts et rembourser ses dettes, mais il n'a pas été capable de le faire avec une économie prospère. C'est à mettre encore une fois sur le compte de sa mauvaise gestion financière.

Avec la récession mondiale et l'effondrement des marchés partout dans le monde, dont ont souffert de nombreux pays au début des années 80, notre pays déplorait un grand nombre de chômeurs. Le gouvernement libéral de l'époque n'a pas tourné le dos au public. Il n'a pas réduit le financement de l'assurance-santé. Il n'a pas réduit le financement de l'enseignement postsecondaire au risque de détruire l'avenir de la jeunesse canadienne. Il en a maintenu le niveau. Il s'est également occupé des chômeurs et des personnes âgées. Il n'a pas récupéré les pensions et les allocations familiales. C'était un gouvernement humain.

Des voix: Bravo!

M. Hopkins: Je suis content que des députés ministériels posent des questions de ce genre. Je suis réellement heureux de pouvoir parler franchement. J'étais à la Chambre. Je sais comment les gens se sentaient. Nous nous sommes déplacés dans le pays à l'époque. Croyez-moi, il n'y avait pas de personnes âgées rassemblées devant la Tour de la Paix, sur la colline du Parlement, qui disaient au premier ministre de l'époque qu'il avait menti à la population canadienne, car il ne l'a pas fait. Il s'occupait de ces gens. Ils le savent et s'en souviennent.

Des voix: Bravo!

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Madame la Présidente, ce parti fait appel à la même logique qu'il utilisait du temps du gouvernement Trudeau. Ça ne fait aucun doute.

Les faits sont là pour le prouver: que nous ont-ils légué? Des taux d'intérêt à 20 p. 100 et un taux d'inflation de plus de 10 p. 100. Ils nous ont laissé une dette s'établissant à plus de 200 milliards de dollars; quiconque examine sérieusement la comptabilité s'en rend compte. C'est un